



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Clermont-Ferrand, le 23 octobre 2024

Nos réf. : 20241023-RAP-63-1064-dossier de réexamen SEV- contradictoire
Affaire suivie par : Régis BABEL
Unité inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme
Équipe ECIE
Tél. : 04 73 43 18 40
Courriel : regis.babel@developpement-durable.gouv.fr

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société des Eaux de Volvic – Communes de Volvic et Enval

Dossier de réexamen IED

Objet : Suites aux observations formulées, dans son courrier du 15 octobre 2024, par la société des eaux de Volvic, sur le projet d'arrêté préfectoral prescrivant les meilleures techniques disponibles (MTD) dans le cadre du dossier de réexamen permettant de comparer la situation de leur établissement par rapport aux conclusions MTD dans les industries agroalimentaire et laitière publiées au Journal officiel de l'union européenne le 4 décembre 2019

P.J. : Un projet d'arrêté préfectoral

1 ANALYSE DES OBSERVATIONS

1.1. Situation de l'établissement

La société des eaux de Volvic demande que soit ajouté la parcelle ZI 339 située sur la commune de Volvic

Avis de l'inspection

Cette parcelle appartient à la société des Eaux de Volvic depuis 1989 et apparaît sur les différents plans comme faisant partie du périmètre ICPE. Par contre, la société des Eaux de Volvic avait oubliée de la mentionner dans ses différents dossiers. L'omission sera donc réparée.

1.2 Rejets des chaudières

La société des Eaux de Volvic souhaite que les valeurs limites (VL) en poussières et SO₂ ne soient plus prises en compte dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Avis de l'inspection

L'évolution réglementaire introduite par l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 n'exige plus ce type de VL lorsque les carburants sont du gaz naturel ou du fioul domestique, ce qui est le cas de la société des Eaux de Volvic. Cette demande peut donc être acceptée.

1.3 Sécheresse

La société des Eaux de Volvic tient à ce que la rédaction de l'article 4.1.3 lève toute ambiguïté en précisant que la transmission des résultats de mesure en cas de sécheresse sous GIDAF sera de manière hebdomadaire.

Avis de l'inspection

Le nouveau projet d'arrêté a été rédigé en ce sens.

1.4 valeurs limites en phosphore

La société des Eaux de Volvic demande que la VL en phosphore soit remonté de 4 à 8 mg/l.

Avis de l'inspection

L'examen des conclusions des MTD a démontré qu'un rejet ayant une concentration de 8 mg/l en phosphore est conforme compte tenu du taux d'abattement de la station urbaine de Riom. La nouvelle convention de déversement avec Riom Limagne & Volcans abonde dans ce sens puisque dans son courrier du 7 octobre 2024, la valeur limite en phosphore a été abaissée de 10 à 8 mg/l. En outre, le flux journalier en phosphore ne changera pas et donc le milieu ne sera pas impacté par l'augmentation de la VL de la concentration en phosphore. Le projet d'arrêté prend donc en considération cette demande.

1.5 utilisation d'HFC

Au lieu d'interdire les HFC dont le pouvoir de réchauffement planétaire dépasse 150, l'exploitant souhaite plutôt qu'il lui soit demandé de respecter les dispositions du règlement F-gaz.

Avis de l'inspection

L'inspection propose dans le projet d'arrêté une nouvelle rédaction qui abonde dans ce sens mais tout en demandant des actions à la société des eaux de Volvic :

- transmission sous 4 mois de la liste des équipements de réfrigération, en précisant pour chacun le fluide, son pouvoir de réchauffement planétaire et la quantité de fluide.
- transmission sous 10 mois d'un plan de remplacement des équipements de refroidissement utilisant des fluides frigorigènes ayant un pouvoir de réchauffement planétaire supérieur à 150 ;

afin de répondre aux conclusions des MTD.

2 PROPOSITION DE L'INSPECTION ET CONCLUSIONS

En application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le projet d'arrêté a fait l'objet d'un échange contradictoire avec l'industriel préalablement à son approbation. Le nouveau projet d'arrêté préfectoral joint en annexe tient compte des remarques de l'exploitant et actualise les prescriptions applicables à la Société des Eaux de Volvic, avec les niveaux d'émission correspondant aux meilleures techniques disponibles, formalisées dans les conclusions sur les MTD relatives aux industries agroalimentaire et laitière publié le 4 décembre 2019 et la prise en compte des évolutions réglementaires depuis la dernière autorisation.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de considérer favorablement ce projet d'arrêté préfectoral joint en annexe, sans consultation du CODERST.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement catégorie installations classées	Vérifié par l'inspecteur de l'environnement catégorie installations classées	Approuvé par le chef de l'unité inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme
Régis Babel	Lionel Labeille	Lionel Labeille